

Hôtel du Gouvernement – 2, rue de l'Hôpital, 2800 Delémont

Département fédéral de l'économie, de la formation
et de la recherche (DEFR)
Monsieur Johann N. Schneider-Ammann
Conseiller fédéral
Schwanengasse 2
3003 Berne

Hôtel du Gouvernement
2, rue de l'Hôpital
CH-2800 Delémont

t +41 32 420 51 11
f +41 32 420 72 01
chancellerie@jura.ch

Delémont, le 22 septembre 2015

Ordonnance sur la formation continue: ouverture de la procédure de consultation

Monsieur le Conseiller fédéral,
Madame, Monsieur,

Vous avez invité le Gouvernement jurassien à prendre position dans la procédure de consultation citée en marge.

Après avoir procédé à un examen attentif de ce dossier et après avoir pris renseignements auprès des autorités administratives concernées par cette consultation, il vous communique ce qui suit.

Le Gouvernement salue le fait que la confédération crée, par le biais de cette ordonnance, la base légale nécessaire pour soutenir financièrement les organisations actives à l'échelle nationale dans les domaines de la formation continue et, en particulier, de la promotion des compétences de base chez l'adulte.

De manière générale, il appuie le texte mis en consultation, sous réserve cependant des remarques et propositions d'amendement suivantes.

Les organisations actives à l'échelle nationale dans le domaine de la formation continue doivent recevoir des aides financières de la confédération pour les prestations spécifiques qu'elles fournissent en matière d'information, de coordination et de développement (OFCo, art. 2). Le Gouvernement estime qu'il est important que les contributions fédérales versées à ces organisations soient liées à des tâches clairement définies et qui s'avèrent utiles pour l'ensemble du système de formation continue ou pour certains de ses aspects.

Les aides financières versées par la confédération aux cantons pour la promotion des compétences de base chez l'adulte doivent s'inscrire dans le cadre de conventions-programmes, de la même manière que pour la promotion de l'intégration des étrangers. Le Gouvernement estime qu'il est approprié de prévoir ce même instrument pour la promotion des compétences de base chez l'adulte (lecture, écriture, capacité à s'exprimer oralement dans la langue officielle locale, connaissances de

base en mathématiques, utilisation des technologies de l'information et de la communication) (OFCo, art. 13).

Sur le plan de la mise en œuvre, le Gouvernement jurassien exprime les requêtes suivantes :

- a) A l'art. 16, al. 2, de la LFCo, il est précisé que le Conseil fédéral fixe les critères régissant l'octroi des aides financières. Or il n'est pas fait mention de tels critères dans l'ordonnance, même pas pour la définition des objectifs stratégiques (OFCo, art. 8). L'ordonnance doit donc être complétée dans ce sens.
- b) Les objectifs stratégiques (OFCo, art. 8) doivent être élaborés en étroite collaboration avec les cantons, de façon à permettre une coordination des objectifs nationaux et cantonaux.
- c) La répartition des compétences et la collaboration au niveau fédéral doivent être clairement définies pour les domaines suivants : encouragement de la formation continue, formation professionnelle, promotion de l'intégration selon la loi sur les étrangers, assurance-chômage et assurance-invalidité (OFCo, art. 8).
- d) Les processus menant à la conclusion de conventions-programmes entre la confédération et les cantons de même que les comptes rendus doivent être conçus de façon simple, afin d'éviter des charges administratives trop lourdes pour les ressources cantonales (OFCo, art. 10 et 14). La possibilité d'allouer les aides fédérales moyennant un contrat de prestations ou par voie de décision doit en outre être pleinement exploitée (OFCo, art. 11, al. 2).
- e) Des moyens financiers appropriés doivent être demandés dans le cadre du Message relatif à l'encouragement de la formation, de la recherche et de l'innovation pour la période 2017–2020, cela pour qu'un nombre nettement plus élevé d'adultes présentant des lacunes au niveau des compétences de base puissent accéder à des offres de formation adéquates et pour que les cantons puissent être mieux soutenus dans leur travail d'information et de sensibilisation ainsi que dans le développement de nouvelles offres (OFCo, art. 11 à 13).
- f) Les cantons sont souverains sur le plan de l'organisation interne. La confédération ne peut donc pas leur imposer de directives en ce qui concerne la participation des communes. Or un document de travail qui a été présenté dans le cadre des travaux déjà entrepris (et portant sur les futurs principes d'encouragement) contenait de telles directives. C'est cependant bien aux cantons qu'il revient de décider dans quelle mesure les communes doivent être impliquées.

Le Gouvernement jurassien vous remercie de tenir compte de sa prise de position.

Le Gouvernement de la République et Canton du Jura vous adresse, Monsieur le Conseiller fédéral, Madame, Monsieur, ses salutations distinguées.

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA
RÉPUBLIQUE ET CANTON DU JURA


Michel Thentz
Président




Jean-Christophe Kübler
Chancelier d'État